

55 ANS APRÈS LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Une plateforme, une polémique et de graves accusations

55 ans après, le Congrès de la Soummam continue d'alimenter les écrits historiques et les polémiques. Si la plateforme qui a marqué cette date historique a fait à l'époque objet de profondes divergences, plus d'un demi-siècle après, les vivants ne se sont pas encore conciliés avec les morts. L'intérieur avec l'extérieur. Le militaire avec le politique !

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Août 1956. La Révolution algérienne a atteint sa pleine maturité. Un congrès s'impose plus que jamais pour passer de la lutte clandestine à la lutte organisée avec une stratégie nationale et des objectifs bien définis.

Après une dizaine de jours de réunions des principaux chefs de la révolution à la vallée de la Soummam, d'où l'appellation Congrès de la Soummam, le tout sera sanctionné le 20 du mois par une plateforme. Déjà que le lieu et les acteurs qui devaient prendre part à la rencontre faisaient l'objet d'un grand désaccord, avec la signature de ce que l'on appellera plus tard «la première constitution algérienne», le

temps des guerres intestines aura bel bien retenti. Les dizaines d'années qui ont suivi l'indépendance de l'Algérie n'auront pas suffi à refermer la plaie. Ahmed Ben Bella aura été, en effet, le premier à ouvrir le bal 46 ans après (2002), sur le plateau de la chaîne télévisée Al-Jazeera.

L'ancien et premier président algérien déchu, qui se prononçait pour la première fois de l'histoire de l'Algérie, publiquement sur la question, avait qualifié le Congrès de la Soummam de «haute trahison». Pire encore, il ira jusqu'à dire que ce même Congrès, qu'il trouve injustement idéalisé, a dévié la révolution du 1^{er} Novembre 1954 de sa ligne de conduite et d'être à la source des problèmes que vit aujourd'hui le

pays. Mais ce qui scandalisera le plus l'opinion publique c'est la charge faite sur la personne du martyr Abane Ramdane que Ben Bella a accusé de rouler pour le gouvernement français.

L'ancien président algérien avait parlé d'une rencontre en 1957 à San Remo, en Italie, où Abane Ramdane avait dépêché Benkhada, Salah Louanchi et Temmam, qu'il présente comme des centralistes, pour rencontrer Khider. Finalement, c'est Ben Bella, installé alors au Caire, qui fut désigné pour la rencontre.

«Ces trois frères qui ont reconnu eux-mêmes cultiver des relations avec le gouvernement français sont venus m'annoncer que la France leur a demandé de constituer un nouveau parti politique, car il n'était plus question de négocier avec le FLN. Abane les avaient lui-même envoyés selon leurs dires», dira Ahmed Ben Bella sur le plateau d'Al Jazeera. Ce dernier avait achevé son réquisitoire par un : «Ceux qui

étaient contre le déclenchement de la guerre de la révolution se sont retrouvés aux commandes du pays à l'indépendance. Abane Ramdane, assassiné au Maroc en 1957, n'a pourtant pas survécu à l'indépendance. D'où la question de savoir s'il n'avait pas signé son acte de mort en initiant la charte de la Soummam. La femme de Abane Ramdane explique l'acharnement sur la personne de son mari par le simple fait que Ben Bella et les chefs qui étaient postés à l'étranger voulaient à tout prix que le Congrès se déroule à l'extérieur du pays. Ajoutant à cela son opposition à la présence des centralistes et des unionistes, alors que le martyr Abane, fin politique, avait compris que la force demeurait dans l'union et a favorisé la réconciliation et l'assemblage.

La femme de Abane Ramdane, répondant du tac au tac, soulignera en juillet 2002 dans les colonnes de la presse que la France voulait donner avant son départ un chef à la

révolution algérienne, Ahmed Ben Bella en l'occurrence, «le plus bête des chefs appelés à diriger le pays à l'époque», dira-t-elle.

Huit ans plus tard, l'ex-ministre des Moudjahidine, Amar Bentoumi, viendra réconforter les propos de l'épouse de Abane Ramdane en affirmant que Ben Bella qui avait pourtant reçu une invitation et plusieurs correspondances pour prendre part au Congrès de la Soummam, voulait coûte que coûte faire déplacer la rencontre à l'étranger, plus précisément dans la frontière franco-italienne. D'où le conflit de l'intérieur contre l'extérieur, le militaire contre le politique et même les vivants contre les morts.

Les principaux architectes du Congrès de la Soummam (Abane, Zighoud Youcef, Ben M'hidi, Amirouche...) sont pratiquement tous morts avant l'indépendance, certains dans des circonstances douteuses, qu'aujourd'hui certains témoins de la guerre de la révolution, des historiens ainsi que des personnages politiques n'écartent pas la piste de la liquidation.

Le patron du RCD, Saïd Sadi, avait tenté l'expérience à travers la publication, début 2010, de son livre «Amirouche, une vie, deux morts un testament». Saïd Sadi qui affirme avoir puisé dans des documents historiques, dont certains sont confidentiels, que «le terrible Amirouche de l'intérieur, l'homme du maquis, a été livré aux Français par Boussouf et Boumediène, hommes de l'extérieur, de la guerre au-delà des frontières». Ali Kafi, l'ex-colonel de la Wilaya II historique, l'un des rares révolutionnaires qui ont survécu au Congrès de la Soummam, avait énergiquement réagi en organisant une conférence de presse en mai 2010 pour démentir les propos de Saïd Sadi qu'il a qualifiés de contre-vérité. Ali Kafi est même aller à douter sur le timing choisi par le patron du RCD qui a publié son livre au même moment où la question de la repentance de la France pour ses crimes coloniaux se posait avec acuité. Aujourd'hui encore, la polémique est loin d'être terminée, en attendant d'autres révélations et peut-être avec preuves à l'appui.

M. M.

ZIGHOUD YUCEF ET ABANE RAMDANE

Deux hommes, deux dates, une patrie

Hier, journée du moudjahid, Ibrahim Chibout, ancien ministre des Moudjahidine, a émis le souhait de voir l'Histoire s'affranchir de la tutelle «officielle» et dépasser le cadre des dates commémoratives.

Intervenant lors d'une conférence commémorative à la mémoire des deux martyrs Zighoud Youcef et Abane Ramdane, organisée par l'association Machaâl Echahid à Alger, Ibrahim Chibout a affirmé que Zighoud Youcef, artisan de l'offensive du FLN dans le Nord-Constantinois, n'était pas un fataliste.

Le décrivant comme un homme armé d'une volonté de fer, il dira : «C'était un enfant du peuple, un patriote et doté d'une modestie exemplaire. Il œuvrait pour que les Algériens recouvrent leurs droits et croyait en la justesse de son combat pour que l'Algérie ne soit pas française». D'ailleurs, poursuit-il, «l'intégration de Zighoud dans l'Organisation secrète, une organisation paramilitaire dont l'objectif était de préparer les Algériens au combat armé, n'est que la preuve de son plein engagement».



Pour l'ancien ministre des Moudjahidine, «l'Algérie n'a plus jamais enfanté des hommes aussi courageux et dévoués pour leur patrie que Zighoud Youcef, Abane Ramdane, Krim Belkacem, colonel Lotfi...»

Pour Abdelhafid Amokrane, ancien ministre des Affaires religieuses, Zighoud Youcef est un

grand homme de par son «silence» et son «travail».

Evoquant le congrès de la Soummam, il assure que ce rendez-vous a été «chapeauté» par Larbi Ben M'hidi assisté par Abane Ramdane.

«Alors que Larbi Ben M'hidi était un intellectuel arabophone, Abane Ramdane était, lui, un intellectuel francophone. Etant le représentant de l'Algérois au congrès de la Soummam, Abane s'est vu aussi attribuer le rôle du secrétaire de la rencontre», a-t-il expliqué.

Un duo qui a fait du congrès de la Soummam «une rencontre des grands notamment avec la participation des responsables militaires Krim Belkacem, Zighoud Youcef et Ali Ouamrane», dit-il.

Toutefois, l'intervenant déplore le fait que même aujourd'hui, «certains responsables, jaloux de la réussite de ces moudjahidine dans l'organisation de ce rendez-vous historique, continuent encore à dénigrer ces hommes, pourtant tombés au champ d'honneur».

Rym Nasri

L'UGCAA TIRE LA SONNETTE D'ALARME

Les Algériens consommeront 60 000 tonnes de produits périmés en 2011

Le marché informel a pris des proportions alarmantes durant les six derniers mois, alerte l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA). «Les réseaux informels ont été encouragés par le souci des autorités d'apaiser le front social et leur activité a connu une hausse de plus de 20%», explique M. Boulénouar porte-parole de l'UGCAA. L'Union annonce qu'au cours de cette année, les Algériens consommeront près de 60 000 tonnes de produits périmés.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'Union des commerçants tire la sonnette d'alarme concernant l'avancée des transactions commerciales informelles «qui attirent de plus en plus les convoitises en l'absence d'un système de contrôle adéquat. Selon notre constat sur le terrain dans les différentes régions du pays, pas moins de 5

000 personnes ont rejoint le marché informel. Ce phénomène a été rendu possible du fait que les réseaux du marché noir incitent les jeunes à rejoindre le marché parallèle en leur assurant qu'ils ne seront pas dérangés par les services de contrôle», explique M. Boulénouar porte-parole de l'UGCAA.

Les animateurs du marché informel, selon notre interlocuteur, profitent du recul du gouvernement concernant l'application de la loi sur les échanges commerciaux et qui devait être appliquée à partir du 1^{er} avril 2010. La réglementation concerne notamment l'obligation de la facturation et l'utilisation d'un chèque pour toutes les transactions commerciales de plus de 500 000 dinars.

«Les réseaux du marché noir sont devenus tellement puissants qu'ils forcent les pouvoirs publics à revenir sur leurs décisions», commente M. Boulénouar. Il assurera aussi que «des importateurs effectuent les transactions directement avec les animateurs du marché

noir et de l'informel». Ces transactions concernent notamment l'écoulement de produits tels que la pièce détachée, les cigarettes et les cosmétiques, la quincaillerie et l'alimentation générale.

«Ces opérateurs de l'informel préfèrent ce genre de transactions du fait qu'ils écoulent plus facilement leur marchandise de contre-façon. Le gouvernement est pris en otage par un groupe d'importateurs et les barons de l'informel dictent leur loi sur le marché», alerte M. Boulénouar.

Il notera que pour les produits agricoles comme les fruits et légumes, il existe sur le terrain pas moins de 3 000 importateurs, pour les viandes ils sont au nombre de

6 000. «Menace de plus en plus précise sur l'économie nationale, l'informel fait écouler sur le marché plus de 80% de produits périmés ou de contrefaçon. Le problème, c'est que les services des DCP ne contrôlent que les commerces dument autorisés laissant libre cours aux activités commerciales illicites», explique M. Boulénouar, notant en outre que 60 000 tonnes de produits périmés seront consommés par les Algériens au cours de cette année. Il dira aussi que plus de 20 tonnes d'or circulent dans le marché informel.

Abordant la question sensible du pouvoir d'achat, le porte-parole de l'UGCAA annoncera qu'il a reculé de 15 %.

F-Z. B.